



Aménagement d'un pôle de services multi-pratiques Commune de Daoulas Convention de versement d'un fonds de concours

Entre

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, représentée par son Président dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération du conseil de Communauté N° 2022_065 du 24 juin 2022 ci-après dénommée la Communauté d'agglomération, d'une part ;

Et

La commune de Daoulas, représentée par son Maire, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal N°....., Ci-après dénommée la commune, d'autre part ;

Vu l'article L.5216-5VI du Code général des Collectivités locales

Vu la délibération du conseil de Communauté N° 2022_065 du 24 juin 2022, approuvant le principe d'un nouveau dispositif d'intervention de la Communauté d'agglomération en matière de fonds de concours et adoptant un nouveau règlement d'attribution des fonds de concours,

Vu la position du Bureau du 8 novembre 2022,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre du déploiement de son projet de territoire et en soutien aux politiques publiques communautaires, la Communauté d'agglomération a décidé de venir en appui de ses communes membres à travers notamment la mise en place d'un nouveau dispositif d'attribution de fonds de concours en favorisant ainsi sa contribution au développement du territoire et à son attractivité.

L'ensemble des fonds de concours existants est désormais intégré au sein du nouveau fonds de concours communautaire créé par délibération du 24 juin 2022.

Une enveloppe annuelle est définie chaque année au moment du vote du budget : pour information, cette enveloppe inscrite au budget 2022 s'élève à 1million d'euros à destination des communes.

Le montant total du fonds de concours ne pourra dépasser 50% du reste à charge de la commune déduction faites des financements publics obtenus par ailleurs limité à 300 000 € par projet.

L'article 186 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a introduit une dérogation aux principes de spécialité et d'exclusivité gouvernant le fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en créant le dispositif actuel des fonds de concours.

Cet article, codifié au code général des collectivités territoriales (CGCT) à l'article L. 5214-16V dispose qu' « *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* ».

Il résulte de ces dispositions que ces fonds de concours peuvent être versés par une communauté d'agglomération à une ou plusieurs de ses communes membres, ou bien, qu'ils peuvent être versés par une ou plusieurs communes membres à la communauté d'Agglomération dont elles sont membres.

Aussi, en application des dispositions du CGCT précitées, la mise en place d'un fonds de concours au bénéfice des communes constitue le moyen le plus adapté d'assurer ce soutien financier.

C'est dans ce contexte que la commune, maître d'ouvrage du projet décrit à l'article 2, a sollicité la Communauté d'agglomération afin que cette dernière participe financièrement à la réalisation des ouvrages projetés.

Les parties conviennent ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement d'un fonds de concours par la Communauté d'agglomération à la commune de Daoulas dans le cadre de la réalisation d'un pôle de services multi-pratiques, rue de la Rive, commune de Daoulas

Article 2 : Consistance des travaux et modalités de réalisation

L'opération financée consiste à :

Réaliser un pôle de services multi-pratiques à proximité du tracé de la vélo-route La Littorale V45 permettant aux cyclotouristes et autres randonneurs de faire une halte pour visiter le centre-ville et s'approvisionner dans les commerces de la commune.

Les travaux vont permettre dans le cadre de la valorisation touristique de la rade de Brest de créer un espace qui accueillera, un box de deux vélos avec prises Vélo à Assistance Electrique, une station de gonflage, un WC et une douche accessibles aux personnes à mobilité réduite

Article 3 : Coût prévisionnel détaillé du projet HT:

Postes de dépenses	Montant €
Raccordement eau	6500 €
Raccordement électricité	1200 €
Terrassement	4290 €
Toiture	1300 €
Toilette et douche	51950 €
Box vélo	5250 €
Montage box	482 €
Travaux électricité	1500 €
Aléas	3600 €
Total	76 072 €

Article 4 : Montant du fonds de concours attribué par la Communauté d'Agglomération

Le coût prévisionnel total de l'opération est estimé à 76 072 €HT selon les prestations listées à l'article 3 de la présente convention. Dans le cadre de l'opération, la commune a demandé par courrier en date du 18 octobre 2022, une participation communautaire au titre des fonds de concours.

Suite à l'instruction par les services communautaires, l'ensemble des dépenses présentées sont éligibles au fonds de communautaire selon le plan de financement prévisionnel du projet produit par la commune

Plan de financement prévisionnel

FINANCEURS	Dépense subventionnable H.T. du projet	Taux sollicité	Montant sollicité de la subvention
Etat-DETR	76 072 €	19.72%	15 000 €
Région Bretagne	76 072 €	28.87%	21 965 €
Département Finistère	76 072 €	13.15%	10 000 €
CAPLD : fonds de concours	76 072€	18.26%	13 892.60 €
TOTAL des aides publiques sollicitées (cumul plafonné à 80% du montant H.T.)		80%	60 857.60€
Montant à la charge du maître d'ouvrage (autofinancement minimum de 20%)		20%	15 214.40 €
Total HT			76 072 €

Considérant suite à l'instruction du dossier que les investissements projetés entrent dans le programme d'éligibilité dudit fonds de concours communautaire, Le montant de fonds de concours de la Communauté auquel peut prétendre la commune sur cette base prévisionnelle s'élève à **13 892. 60 €**

Considérant l'ensemble des éléments financiers, le Bureau communautaire du 8 novembre 2022 a fixé le taux d'intervention du fonds de concours à 18,26 % du reste à charge, taux de participation qui sera ajusté en plus ou en moins en fonction des autres aides réellement obtenues et en fonction de l'évolution que pourrait connaître le coût du projet ex-post (passation des marchés, des avenants etc...)

Les conditions de participation de la Communauté d'agglomération sont encadrées par les dispositions du CGCL :

La commune maître d'ouvrage assure un financement de 20% minimum du montant total HT des financements apportés par des personnes publiques au projet- fonds de concours compris (article L.1111-10 du CGCT)

Le montant définitif de la participation financière est arrêté suite à l'achèvement des travaux et après vérification de conformité des déclarations du dossier de demande avec la teneur des travaux effectués et prestations d'études y afférentes réalisées (maitrise d'œuvre, bureau technique ...)

Le coût final pris en compte par la Communauté est constitué des seules dépenses déclarées éligibles au moment de l'instruction ; l'assiette de calcul du fonds de concours communautaire peut donc être différente du coût global du projet pour le maître d'ouvrage.

Si au moment du règlement, le montant des subventions publiques, fonds de concours compris dépasse le seuil de 80%, le montant du fonds de concours serait écrêté afin que le maître d'ouvrage supporte au moins 20% du coût final de l'opération.

Article 5 : Modalités de versement du fonds de concours par la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération se libérera des sommes dues à l'achèvement des travaux sur présentation par la commune des pièces justificatives suivantes :

- Etat des travaux exécutés,
- Production d'un décompte financier global et définitif de l'opération avec copies des factures acquittées,
- Décompte des subventions sollicitées et perçues,
- Information des subventions sollicitées et non perçues.

La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de vérifier in-situ la conformité des ouvrages exécutés.

Article 6 : imputation comptable et numéro d'ordre du projet :

Afin de faciliter le suivi de l'enveloppe fonds de concours budgétée par la Communauté et l'établissement des bilans sur les fonds de concours versés, chaque opération fait l'objet d'un numéro d'ordre à rappeler dans toutes correspondances ou échanges de documents entre les parties :

Concernant ce projet : FDC-22-07 TOURISME

Article 7 : Autorité, contrôle, responsabilités

L'exécution et le contrôle des travaux objets de la présente convention se feront sous la responsabilité exclusive de la commune.

Article 8 : Durée

La présente convention prendra effet à la date où elle sera devenue exécutoire (transmission à la préfecture).

La commune s'engage à informer la Communauté du commencement d'exécution de l'opération.

La présente convention sera caduque si aucun début de réalisation n'est entrepris dans un délai de deux ans à compter de son caractère exécutoire. Ce délai est prolongé d'un an en cas de difficulté justifiée (marché infructueux, etc...)

En cas d'abandon ou modification substantielle du projet, le bénéficiaire du fonds de concours devra en informer sans délai et par écrit le président de la Communauté.

La présente convention s'éteindra de plein droit à la date du versement effectif du solde du fonds de concours par la Communauté d'Agglomération à la commune.

Article 9 : communication relative au projet financé :

En contrepartie de la participation financière de la Communauté, la commune devra mentionner de façon explicite la participation de l'EPCI au financement du projet sur tous les supports papier ou numériques que la commune met en œuvre en apposant le logo de la Communauté et en associant la Communauté lors de toutes actions de relations publiques visant à promouvoir l'opération.

Article 10 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Rennes, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Convention établie en trois exemplaires

A Landerneau le :
Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Landerneau Daoulas

Le Président :
M. Patrick Leclerc

A..... le :
Pour la commune de.....

Le Maire :